Pour en finir avec le régime gaulliste

POUR EMPECHER SON REMPLACEMENT OU SON REPLATRAGE PAR UN PRETENDU "CENTRISME" TOUT AUSSI ANTISOCIAL ET REACTIONNAIRE,

l'union des forces de gauche est indispensable

Aussi le Parti Communiste Français y a travaillé avec patience et persévérance. L'accord conclu entre lui et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste le 20 décembre dernier est une étape importante dans cette voie. Les candidats communistes l'appliqueront loyalement.

Pour consolider cette union, pour appuyer notre volonté d'aboutir à un programme commun à la Gauche et pour soutenir notre programme, pour assurer l'élection d'un sûr défenseur des travailleurs, de l'adversaire le plus résolu du pouvoir gaulliste et de la réaction,

Dès le 5 Mars,

votez pour le candidat Communiste

POUR L'UNION DES FORCES DE GAUCHE ET DEMOCRATIQUES



Roger GINSBURGER dit :

Pierre VILLON

Ancien Député
de la circonscription
Membre du Comité Central
du
Parti Communiste Français
Chevalier
de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre
Médaille de la Résistance
avec rosette

Né le 27 août 1901 à Soultz (Haut-Rhin), fils d'une vieille famille alsacienne.

Jeune architecte, il adhéra au Parti Communiste en 1932. Il abandonna sa carrière pour devenir en 1935 collaborateur du Comité Central, avec un salaire d'ouvrier, afin de servir entièrement la cause du peuple.

Arrêté le 7 octobre 1940, condamné pour son action de résistance, il s'évade en janvier 1942. Il reprend la lutte, devient secrétaire général du Front National. Membre fondateur du Conseil National de la Résistance, il fait partie de son bureau permanent et dirige son Comité d'Action Militaire (COMAC), organe de commandement des F.F.I. Il y lutte contre l'attentisme préconisé par les représentants du général de Gaulle et contre leur tentative de saboter l'insurrection nationale par la conclusion d'une trêve à Paris.

Membre de l'Assemblée Consultative, député de l'Allier depuis 1945, il a, comme membre de la Commission de la Défense Nationale (dont il fut aussi le président), combattu pour la réduction des crédits militaires, la défense des revendications des soldats et pour que l'armée soit républicaine.

Entre 1958 et 1962, élu de notre circonscription, il fut un des dix députés communistes qui ont courageusement tenu tête aux hommes du pouvoir personnel et de la réaction, intervenant dans tous les débats. Pierre VILLON, en particulier, a défendu l'intérêt national dans des débats de politique extérieure. Il a lutté pour la paix en Algérie. Il a défendu la cause des exploitations familiales contre la politique gaulliste de liquidation de 800.000 exploitants. Il est intervenu pour sauvegarder l'économie de notre département : contre les licenciements de Dunlop, contre la fermeture des mines des Montmins et de Buxières, pour les adductions d'eau, pour l'équipement hospitalier, routier et touristique de nos campagnes, etc.

Il est intervenu en faveur des agents et conducteurs de travaux publics de l'Etat, en faveur des anciens combattants, etc.

On peut faire confiance à ce militant désintéressé, éprouvé jusque devant les risques de torture et de mort, à ce grand patriote, ce partisan passionné de l'union entre communistes et socialistes.

Le suppléant de Pierre VILLON, appelé le cas échéant à le remplacer, est :

EMILE PARNIERE

Maire d'Ygrande



Né le 19 octobre 1908 à Buxières-les-Mines. Petit cultivateur exploitant à Ygrande, il est bien connu comme un défenseur dévoué et actif des fermiers et métayers et des petits propriétaires.

Pendant l'occupation il a joué un rôle important dans l'organisation de la résistance à l'envahisseur.

Elu conseiller municipal par 80 % des votants, ses qualités personnelles l'ont fait devenir maire de sa commune. Il parvient à remplir ses lourdes obligations de son métier en même temps que celles de maire et de militant paysan bénévole grâce à un courage indomptable et un inlassable dévouement.

VU : LE CANDIDAT.

LA FEDERATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Imprimerie Nouvelle - St-Pourçain

Elections Législatives du 5 Mars 1967

3e CIRCONSCRIPTION - GANNAT

ELECTRICES, ELECTEURS,

Dès 1958 le Parti Communiste Français avait prévu que le pouvoir personnel signifiait le renforcement de la mainmise des monopoles industriels et bancaires sur l'Etat.

Aujourd'hui chacun peut constater que le régime gaulliste a gouverné à leur profit, au détriment des masses laborieuses.

LE BILAN DU POUVOIR GAULLISTE

Le progrès de la production (+ 60 %) et de la productivité (+ 50 %) a doublé ou triplé les profits des grandes sociétés capitalistes. Mais le pouvoir d'achat des salaires est resté stationnaire s'il n'a pas diminué. A Echassière, au Kaolin et chez Valéry à Tronçais, il y a encore des salaires de 350 F par mois. Quatre millions de salariés gagnent moins de 600 F. Bien des vieux doivent vivre avec une retraite de 5 F par jour.

La politique gouvernementale dirigée délibérément contre l'exploitation familiale, condamne le paysan travailleur à la disparition. Aussi le nombre des électeurs inscrits dans notre circonscription rurale a diminué de 4.004 en 9 ans.

Une fiscalité de plus en plus lourde écrase ouvriers, paysans, artisans et commerçants, mais favorise les sociétés capitalistes.

Rien n'est fait pour exploiter les richesses du sous-sol de notre région ni pour installer des industries dans nos cantons. La suppression envisagée de la ligne de chemin de fer entre Commentry et Moulins aggraverait l'asphyxie économique du Bourbonnais, qui n'intéresse manifestement pas le capital monopoliste. Celui-ci supprime des entreprises à Montluçon, Commentry et Vichy, créant du chômage, conformément au 5e plan qui prévoit 600.000 chômeurs en 1970, dont 20.000 pour notre région.

Le programme du Parti Communiste Français permettrait d'assurer

La prospérité du Bourbonnais

Le remplacement du pouvoir personnel par une démocratie véritable et la nationalisation des monopoles de fait et des grandes banques d'affaires permet d'établir un plan de développement, assurant l'expansion de l'économie nationale et le progrès harmonieux des différentes régions.

Cela rendrait possible la réouverture de la mine de wolfram des Montmins, l'exploitation du gisement de l'Aumance avec la construction d'une centrale thermique, et l'implantation progressive d'entreprises, filiales des industries nationalisées, dans nos petites villes.

Au lieu de subventionner la concentration des trusts, un Etat démocratique accroîtrait les crédits pour des logements sociaux, pour l'équipement sanitaire, culturel, scolaire et sportif, pour l'équipement de nos campagnes (adductions d'eau, électrification, assainissement, routes et chemins) et pour le désenclavement de notre région par des autoroutes.

Le progrès social

En arrachant l'Etat à l'emprise des monopoles et en assurant l'expansion de la production il devient possible :

- d'augmenter les salaires, traitements et retraites et de réduire la durée du travail ;
- d'alléger la fiscalité pour les petits et moyens contribuables ;
- d'attribuer le quart du budget à l'Education nationale, de procéder à une réforme, afin d'assurer un métier à tous les jeunes et de permettre aux meilleurs, par des bourses, d'accéder à l'enseignement supérieur, sans distinction d'origine sociale ;
- de satisfaire les revendications des anciens combattants.

Le salut de la paysannerie laborieuse

- en assurant une juste rémunération au travail paysan ;
- en aidant l'exploitation familiale, notamment par le soutien de la coopération et en lui assurant la priorité pour l'achat ou la location de terres disponibles ;
- en assurant aux ouvriers agricoles les mêmes droits et avantages sociaux qu'aux salariés de l'industrie.

La paix

- par l'action pour arrêter l'agression américaine au Vietnam ;
- par le refus de l'arme atomique aux revanchards d'Allemagne de l'Ouest et par la reconnaissance de la République Démocratique Allemande ;
- par l'organisation de la sécurité collective européenne ;
- par l'abandon de la force de frappe et la reconversion de l'énergie atomique à des fins pacifiques ;
- par la coopération économique, culturelle et politique avec tous les pays et par le désarmement général.

La démocratie dans la stabilité

- grâce à l'entente des partis démocratiques sur un programme commun qui aurait le soutien des masses laborieuses ;
- par la responsabilité du gouvernement devant une Assemblée rétablie dans ses droits de légiférer et de contrôler ;
- par le respect des droits de l'homme et du citoyen, de la laïcité de l'école et de l'Etat ;
- par la sauvegarde et l'extension des libertés communales, de la liberté syndicale et par un statut démocratique de la radio et de la télévision.